
Pour la justice sociale, ne pas se tromper de colère.

En réaction au projet de budget 2026, la colère monte dans la population, invitée à se mobiliser. Plusieurs dates sont annoncées en septembre, en particulier la journée du 10 septembre apparue sur les réseaux sociaux et celle du 18, journée de grève et de manifestation organisée par l'intersyndicale.

Les raisons de se mobiliser sont réelles et sérieuses. Présenté avec un discours alarmiste et écartant toute alternative, le plan gouvernemental d'économies ne prévoit d'augmentation que pour la charge de la dette, les budgets de défense et de répression tandis qu'il réduit les moyens de la santé, de l'éducation, de la solidarité, des associations et des services publics pourtant déjà fortement fragilisés. Il sacrifie les politiques environnementales. Il est porteur d'aggravation des inégalités sociales ; alors même que le taux de pauvreté atteint des records, le gouvernement Bayrou confirme la réduction de la contribution des plus riches et sanctuarise les aides indifférenciées aux entreprises. La violence sociale des politiques conduites ces dernières années s'accompagne d'un affaiblissement des droits démocratiques, du renoncement à lutter résolument contre le racisme et les discriminations.

Dans cette colère, les porteurs de haine sont loin d'être inactifs et les expressions racistes augmentent sensiblement conduisant à un climat délétère. Le MRAP s'oppose résolument à la tentation du bouc émissaire. Ce ne sont pas les immigrés qui seraient responsables des déficits budgétaires, pas plus que les maigres contributions d'aide publique au développement. Il est illusoire de penser vivre en paix au détriment d'autres populations dont les conditions de vie sont profondément affectées par les inégalités, la guerre et le réchauffement climatique.

Luttant pour l'égalité réelle, le MRAP ne saurait rester indifférent au mouvement social qui se construit. Il y participera pour la justice sociale, dans le respect de ses orientations et combattra avec détermination les fausses oppositions qui y seraient présentes.

Paris, le 2 septembre 2025